

La mémoire taiwanaise revisitée

Les musées taiwanais élaborent de nouveaux récits sur le passé de l'île

par Marzia Varutti, chercheuse postdoctorale attachée
à l'université de Leicester, Royaume-Uni



Le musée national de l'Histoire de Taiwan montre sous un nouveau jour l'histoire taiwanaise

© NATIONAL MUSEUM OF TAIWAN HISTORY

Au sein de la société taiwanaise contemporaine, les musées jouent un rôle croissant dans la réécriture de l'histoire et de l'identité nationales. Aujourd'hui, Taïwan représente un riche assortiment de cultures. Plus de 95 % de sa population est d'origine chinoise Han : ce sont des descendants des immigrés du XVIII^e siècle venus des provinces du Fujian et du Guangdong ainsi que des populations déplacées de Chine après 1949. Taïwan comprend également 14 groupes indigènes distincts et des communautés de plus en plus diverses de travailleurs immigrés issus de pays du Sud-Est asiatique, selon les données du Bureau d'information du gouvernement de la République populaire de Chine.

L'abolition de la loi martiale en 1987 et la transition vers la démocratie qui s'en est suivie ont abouti à une période d'intense réévaluation des racines culturelles de Taïwan. Au cours des années 1990, la définition de l'identité culturelle de l'île a suscité un grand débat politique et intellectuel. L'attention s'est alors tournée vers le passé, et on a vu apparaître le concept d'une identité culturelle taiwanaise qui comprendrait les cultures des groupes ethniques et indigènes et mettrait en valeur la vie des communautés.

En 1995, l'administration a lancé un

programme à long terme intitulé *Mouvement pour la construction communautaire* visant à revitaliser les communautés locales et à développer une « conscience taiwanaise » à travers le renforcement des liens des communautés avec l'histoire régionale. Les musées locaux, qui se sont multipliés dans les années 1990, ont joué un rôle crucial dans la création d'une mémoire collective, tout en offrant une visibilité au caractère multiculturel et local de l'île.

Ce processus de redécouverte de l'histoire multiculturelle taiwanaise a pris de l'ampleur ces dix dernières années grâce à l'apparition de musées locaux consacrés aux groupes ethniques et aux peuples indigènes. Par exemple, plusieurs musées ont été créés afin de représenter la culture hakka (les Hakkas correspondent à un sous-groupe des Chinois Han doté d'une langue distincte

et de particularités culturelles uniques), tels que le Musée hakka du comté de Taipei, le Musée hakka du comté de Pingtung et le musée de la Culture hakka à Kaohsiung. De même,

28 musées dédiés aux groupes indigènes ont été fondés par le gouvernement au cours de la dernière décennie.

Une mémoire partagée

L'histoire est également réécrite dans les musées pour y inclure le récit des peuples indigènes et des minorités ethniques, et pour expliquer la diversité culturelle historique de l'île. On peut citer par exemple le tout nouveau musée national de l'Histoire de Taiwan (NMTH), situé dans la ville de Tainan au Sud, qui montre sous un nouveau jour l'histoire taiwanaise et met pour la première fois en évidence les interactions qu'ont eues entre elles les différentes ethnies dans le passé et l'hybridisme culturel de l'île. Selon le site Internet du NMTH, l'institution vise à être « un musée d'histoire qui appartient à tout le peuple de Taïwan » et dont la mission est d'élaborer la mémoire partagée des Taïwanais, dans le but d'améliorer la compréhension et

le respect mutuels entre les citoyens. De fait, le projet initial pour la future exposition permanente du NMTH – *Notre terre, notre peuple : l'histoire de Taïwan* – comprend des sections telles que *Les premiers habitants*, *La rencontre de différentes cultures* ou encore *Le développement pluraliste dans les sociétés régionales*, qui sont axées sur les interactions historiques de plusieurs cultures (hollandaise, espagnole, japonaise, chinoise Han) avec les groupes indigènes et étudient l'influence qu'elles ont eue sur la création de l'identité taiwanaise.

L'élaboration de récits nationaux

Les efforts accrus que déploie Taïwan pour générer une compréhension globale de son passé se reflètent non seulement dans les récits innovants qui voient le jour sur les cultures indigènes et sur leur rapport avec le

28 musées dédiés aux groupes indigènes ont été fondés au cours de la dernière décennie

reste de la population, mais aussi dans les modalités qui sous-tendent la construction de ces récits. Plusieurs initiatives récentes associant des musées et des groupes

indigènes montrent que la nécessité de développer une approche globale est de plus en plus reconnue.

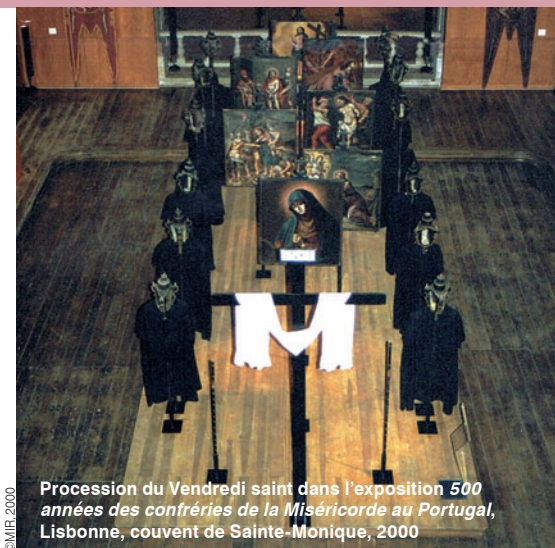
L'administration a œuvré pour promouvoir la collaboration entre les musées conventionnels et les musées indigènes. En 2006, les autorités gouvernementales, à travers le Conseil des peuples indigènes, ont lancé un programme-cadre nommé *Les grands musées accompagnent les petits musées* ; celui-ci soutient une série de partenariats entre d'importants musées qui détiennent des collections indigènes et des musées indigènes locaux.

Tandis que Taïwan entre dans une nouvelle ère de son histoire, l'île et ses musées sont pleinement engagés dans une entreprise de réévaluation et de commémoration de la diversité culturelle. Il semblerait que ces efforts favorisent l'édification d'une société taiwanaise plus égalitaire, plus démocratique et profondément multiculturelle. ■

Le musée, lieu de mémoire du patrimoine religieux

Muséalisation des objets religieux : recontextualisation des contenus fonctionnels, sémantiques et symboliques

par Maria Isabel Roque, Professeur de muséologie et de patrimoine à l'Université Catholique Portugaise



© MIE, 2000
Procession du Vendredi saint dans l'exposition 500 années des confréries de la Miséricorde au Portugal, Lisbonne, couvent de Sainte-Monique, 2000

Le musée, lieu des muses, filles de Mnémosyne, construit une fiction de la réalité à travers les trois phases de la construction de la mémoire : la codification, le stockage et le souvenir. L'objet est codifié en un symbole ou une allégorie d'une civilisation, d'une culture, d'un lieu ou d'un temps dans lequel il a existé et qui n'est plus. Le musée préserve les objets de l'oubli : étant lié au processus de consolidation, le stockage confirme le choix d'un objet en fonction de son contenu documentaire.

La muséalisation est un phénomène de pertes et profits. Il fait partie d'un processus qui provoque un changement de statut de l'objet et de sa signification. D'une part, l'objet est décontextualisé, puisqu'il est retiré de son environnement d'origine et d'autre part, il devient emblématique d'une réalité plus vaste que lui. L'observateur décode l'objet : il identifie et interprète les signaux envoyés par le musée, mais il le fait en fonction de ses propres conventions.

Dans le cas du patrimoine religieux, cette question est plus complexe. Sa muséalisation est un processus qui semble, *a priori*, être une erreur ou un paradoxe, car le sacré est, de par sa condition, inaccessible. Mais en ce qui concerne le catholicisme, le paradigme est celui de la communion et le *Catéchisme* de l'Église catholique (§ 2120) détermine que seule la profanation au sens strict du terme implique le sacrilège. Depuis que la sacralité entitative ne s'applique plus à la matière, les objets sacrés ou liturgiques, lorsqu'ils sont endommagés ou retirés de leurs fonctions, sont implicitement désacralisés. Ils peuvent alors avoir d'autres

fonctions, notamment dans le domaine de la muséologie.

Cependant, l'incorporation d'un objet dévotionnel ou liturgique dans un musée se fait souvent en fonction de critères matériels et objectifs relevant de l'histoire de l'art, en oubliant la dimension symbolique due à son lien avec le sacré. En revanche, l'équipement muséographique, tel que les vitrines ou les plinthes mettent en valeur son aspect sensible.

Musée et scénographie

De quelle manière le musée pourrait-il remettre en contexte le contenu fonctionnel, sémantique et symbolique de ce patrimoine placé sous le signe du sacré ? Comment le présenter, sans adopter une approche confessionnelle ? Le défi se présente désormais au niveau du plan de l'analepse,

de la reconstitution artificielle des contextes antérieurs. La neutralité de l'exposition permet surtout l'élimination des préjugés au niveau de la fonction originale de l'objet. Le musée peut donc présenter sa

signification religieuse, sans adopter une attitude confessionnelle.

Cet objectif peut être atteint dans un environnement performatif. Il y a des objets qui, pour des questions de préservation et de sécurité, doivent être exposés derrière une vitrine ; mais selon le muséologue Georges Henri Rivière, cela n'empêche en rien la reconstitution de l'environnement original de l'objet dans des expositions systématiques, dans lesquelles on associe documents textuels et graphiques. Pour les objets qui ne nécessitent pas de vitrine, la muséographie peut devenir analogique, en construisant un décor scénique :

l'exposition intègre des objets originaux ou des reproductions, ayant plus ou moins de valeur patrimoniale, et les met en scène de façon à constituer une représentation fictive de la réalité, de sorte que le visiteur puisse l'identifier et appréhender son sens.

Musée et mémoire

La présentation du patrimoine de l'exposition 500 Anos das Misericórdias Portuguesas (500 années des confréries de la Miséricorde au Portugal), qui a eu lieu à Lisbonne en 2000, reconstituait une procession du Vendredi saint : les objets – la croix noire enveloppée dans un linge blanc, deux rangées de soutanelles noires portant des lanternes, des *vultos* (tableaux représentant des scènes et symboles de la Passion), le cercueil orné de la figure du Christ mort sous le dais pourpre et l'image de la *Mater Dolorosa* qui fermait le cortège – ont été exposés dans une ambiance sombre, marquée par la cadence d'une marche funèbre et ponctuée par le bruit des crécelles.

Néanmoins, malgré quelques expériences similaires, l'objet religieux continue à être exposé en tant qu'objet d'art. Au Portugal, on peut citer quelques exceptions, comme le Trésor de la cathédrale de Lisbonne, dont le programme a été élaboré en fonction des différentes saisons de l'année liturgique.

Le musée tend à présenter l'objet sous sa forme explicite et à recréer un récit qui livre ses données implicites. La rigueur impose la création de clés de lecture et d'interprétation plus accessibles à des publics de plus en plus profanes et non initiés aux domaines de la religion, de la théologie ou de la liturgie, sous peine de perdre une partie considérable du contenu cognitif. En somme, le musée reconstruit la mémoire. ■

**Le musée peut
présenter sa signification
religieuse sans adopter
une attitude
confessionnelle**



De gauche à droite : Palais Jason Magnus, Libye ; Air Force Museum, Christchurch (Nouvelle-Zélande) ; et Yamada Town Whale and Sea Museum, Japon

De gauche à droite : Musée archéologique privé, Gaza ; musée de l'Abruzzi, Italie ; Haïti après le tremblement de terre

L'année de tous les dangers

Les menaces croissantes externes qui pèsent sur les collections des musées ont renforcé la nécessité de trouver des stratégies efficaces en matière de préparation et de réaction

par France Desmarais et Thomas Schuler, Ph.D

Chaque année, une part importante de la population mondiale est victime de calamités d'origine naturelle ou humaine. Tsunamis, inondations, séismes, incendies, guerres, conflits armés, troubles civils ou encore crises politiques secouent régulièrement notre planète, en pleine mutation. Au cours des seuls douze derniers mois, la terre a connu un nombre considérable de situations d'urgence. Celles-ci peuvent avoir des conséquences dévastatrices pour les sociétés concernées en termes de pertes humaines et de destruction matérielle. Les dommages causés au patrimoine culturel constituent également une préoccupation majeure. Les événements récents survenus en Tunisie, en Égypte, en Libye, en Nouvelle-Zélande et au Japon, pour ne nommer que quelques pays, soulignent clairement la vulnérabilité dont pâtit encore le patrimoine culturel face à des situations de conflit et de désastre.

Toutes les catégories de patrimoine culturel sont exposées à ces risques. Par exemple, lorsque les communautés locales sont fragilisées, la sauvegarde du patrimoine immatériel devient problématique. Ainsi, les préjudices subis par le patrimoine peuvent avoir des conséquences profondes et durables sur la mémoire collective des habitants. En outre, le processus de reconstruction et de restauration du patrimoine culturel engendre un poids économique supplémentaire pour les zones touchées, en particulier dans les pays qui ne disposent pas des ressources financières et techniques nécessaires. Ces événements

catastrophiques ont pour conséquence, notamment, une éventuelle augmentation du trafic illicite des objets culturels ainsi qu'une baisse des activités scientifiques et éducatives, sans parler des effets sur le tourisme.

Dans toute situation d'urgence, éviter la perte de vies humaines demeure la priorité absolue, mais la protection du patrimoine culturel des communautés concernées est néanmoins un point délicat et essentiel qui mérite toute l'attention. Lors d'une catastrophe naturelle, les ressources gouvernementales locales peuvent s'avérer insuffisantes. Le rôle des organisations non gouvernementales est alors crucial, même si peu d'organisations de secours d'urgence sont dédiées à la seule protection du patrimoine culturel. Citons le *Groupe d'intervention de secours aux musées en cas de catastrophe* de

Tout ce qui peut être fait pour diminuer l'incidence d'un tremblement de terre sur les collections doit être envisagé en amont

l'ICOM (le DRTF), créé en 2004 suite au tsunami du Sud-Est asiatique, qui fonctionne également au sein du Bouclier bleu, un organisme à but non lucratif voué à la protection des biens culturels à travers le monde.

En association avec le Secrétariat de l'ICOM, le DRTF évalue l'impact des catastrophes dès qu'elles surviennent et détermine les besoins liés au redressement des institutions axées sur le patrimoine naturel et culturel. Composé d'experts originaires de tous les continents, il est intervenu dans plus de 30 crises depuis sa fondation. Le DRTF suit de près les situations d'urgence, rassemble les informations sur les sites et les institutions touchés et publie également les

Museum Watch Lists, qui identifient et recueillent les renseignements à propos de ces sites. Ces actions conjointes garantissent une mobilisation adéquate des ressources.

De nouvelles menaces

Durant ces 30 dernières années, c'est l'année 2010 qui a vu le plus grand nombre de catastrophes naturelles liées aux conditions climatiques. Des températures record ont été atteintes, et près de 1 000 désastres naturels ont provoqué au total 300 000 décès environ. Aucune région n'a été épargnée, les calamités touchant les quatre coins du monde, avec notamment de graves séismes en Chine, au Chili, en Haïti ou encore des inondations au Pakistan. Et il semblerait que cette tendance se confirme. Les statistiques fournies par la base de données NatCatSERVICE concernant les pertes liées aux catastrophes naturelles indiquent une constante augmentation annuelle des désastres d'origine naturelle ou humaine et préviennent de la poursuite de cette courbe ascendante pour les catastrophes dues à la hausse des températures et au changement climatique. L'ICOM a apporté son soutien à un cas d'urgence toutes les cinq semaines en moyenne durant les dix premiers mois de l'année 2011, ce qui triple la fréquence des situations de crise pour les musées. Le patrimoine culturel mondial, comme on le voit, est soumis à des circonstances de plus en plus incertaines.

L'augmentation des catastrophes naturelles au cours de ces dernières décennies a rendu plus difficile la mise en place de mécanismes efficaces et coordonnés pour la préparation et la réponse aux situations d'urgence. Afin d'intégrer ce nouvel élément dans l'évaluation

des risques, l'ICOM a révisé son Programme d'urgence dans les musées (MEP), lancé il y a dix ans, qui reste une référence pour les musées en matière de prévention et d'action face aux situations d'urgence. La nécessité de prendre en considération la réalité de l'évolution climatique s'est imposée, en particulier dans les régions le plus directement concernées par le problème comme les Caraïbes. Selon une étude menée par l'Association des musées des Caraïbes, les plus gros risques encourus par les musées de la région procèdent, nul n'en doute, des ouragans, qui représentent un tiers des situations d'urgence.

Dans le contexte de troubles civils ou de révolutions, une réaction prompte de la part de la communauté du patrimoine peut prévenir non seulement des dommages, mais aussi des pillages ou des fouilles illégales, et par là le trafic illicite. Aujourd'hui, des instruments légaux existent pour prévenir la destruction des biens culturels : la Convention de La Haye de 1954 et ses deux protocoles. La Convention traite de la protection, de la sauvegarde et du respect des biens culturels en cas de conflit armé, et le Deuxième Protocole, signé par 60 pays, énonce la possibilité d'accorder une protection renforcée à certains biens culturels, consistant en une surveillance accrue et un marquage des objets de l'emblème du Bouclier bleu. Bien que le protocole date de 1999, cette protection renforcée n'a été octroyée que très récemment aux sites qui en avaient fait la demande.

Tirer la leçon des événements

En raison du caractère imprévisible des catastrophes, la préparation aux situations d'urgence est une étape décisive. Toutes les institutions culturelles sont vivement encouragées à établir et maintenir de solides plans d'urgence ; les études de cas montrent en effet que ceux-ci peuvent faire toute la différence pendant et après un désastre.

D'après Alan Trampe T., Sous-directeur national des Musées de la DIBAM, Chili, l'une des raisons pour lesquelles le séisme qui a secoué ce pays en 2010 a eu peu de répercussions sur les collections des musées, c'est que les leçons avaient été tirées de celui de 1985. « Tout ce qui peut

être fait pour diminuer l'incidence d'un tremblement de terre sur la population et les collections doit être envisagé auparavant, et les mesures correspondantes doivent être prises », explique-t-il. De son côté, le Musée national de Grand Turk dans la région des Caraïbes a également évité des dégâts importants face à un ouragan de catégorie 5 en 2008, grâce à une préparation efficace aux situations d'urgence.

En Océanie, l'Australie, confrontée à de graves inondations en janvier dernier, a prouvé que de bonnes pratiques sur le plan national dans la gestion de l'urgence pouvaient permettre de coordonner avec efficacité les activités de secours. La prévention des désastres au niveau local, cette fois, a été brillamment illustrée par la *Jogja Heritage Society* suite au séisme qui a sévi en 2006 dans l'ancienne capitale du royaume indonésien, Yogyakarta. Son plan de redressement consécutif au désastre comprenait la protection des ruines

et la stabilisation des monuments, mais aussi un financement pour la réhabilitation rapide du patrimoine immatériel tel que l'artisanat traditionnel local.

Le patrimoine culturel est une composante essentielle dans la reconstruction de l'identité et de la dignité d'une communauté, ainsi qu'une source d'espoir au lendemain d'une catastrophe. Le soutien moral apporté par la communauté internationale du patrimoine peut parfois être tout aussi important que l'assistance technique et financière. Suite aux pertes et pillages considérables subis par le Musée des Civilisations à Abidjan, Côte d'Ivoire, le soutien de l'ICOM à cette institution s'est avéré inestimable pour son personnel. Dans une interview accordée à la chaîne de télévision britannique BBC, la directrice du musée Silvie Memel Kassi résumait ainsi : « Je sais que je peux compter sur la solidarité internationale ; il existe des organisations internationales qui prennent soin des musées. » ■

Une réunion afin de promouvoir le partage des connaissances et les pratiques exemplaires

Si la communauté patrimoniale a réussi à développer un savoir-faire et des méthodes dans le domaine de la protection du patrimoine en situation d'urgence, elle doit encore améliorer son expertise en la matière, notamment en termes de partage des connaissances et des pratiques entre les différents acteurs professionnels confrontés à ces situations.

C'est ainsi que se tiendra à Séoul, du 8 au 10 décembre prochain, la première conférence internationale du Comité international du Bouclier bleu, organisée sous l'égide de l'ICOM. Une centaine de professionnels des secteurs patrimonial, militaire et humanitaire venus du monde entier se réuniront au Musée national de Corée pour cet événement exceptionnel afin d'échanger sur le thème : *Protéger le patrimoine culturel de l'humanité dans une époque*

de changements : la préparation et la réponse à l'urgence. Le but de cette conférence est d'abord de promouvoir une amélioration intersectorielle des connaissances, ainsi que des pratiques et des actions collaboratives en la matière. Le discours principal sera prononcé par Dr Richard Kurin, Sous-secrétaire pour l'Histoire, l'Art et la Culture, *Smithsonian Institution*, États-Unis.

Créé en 1996, le Comité international du Bouclier Bleu réunit le Conseil international des archives (ICA), la Fédération internationale des associations de bibliothécaires (IFLA), le Conseil international des monuments et des sites

(ICOMOS) et l'ICOM (son Directeur général assurant actuellement la présidence du Comité). Cette fédération d'organisations travaille à l'amélioration des moyens et des méthodes afin de renforcer la protection du patrimoine dans des contextes de crise faisant suite à des catastrophes naturelles, des conflits armés ou des périodes d'instabilité politique.

Les impacts des changements climatiques, la protection en temps de conflit armé, la réponse à l'urgence à l'échelle locale et la coopération internationale sont parmi les thèmes qui seront abordés à Séoul par les intervenants de la conférence. Ensemble, ils partageront leurs idées, présenteront des études de cas pour améliorer notre connaissance de la problématique de la protection du patrimoine en situation d'urgence.



Célébration des 35 ans de la Journée internationale des musées

Les musées du monde entier se préparent à célébrer le 35^e anniversaire de la Journée Internationale des Musées autour du 18 mai 2012, sur le thème : *Les musées dans un monde en mouvement. Nouveaux défis, nouvelles inspirations*



La Journée internationale des musées a beaucoup évolué depuis sa création en 1977, année où le concept d'un événement muséal d'envergure internationale a été adopté lors de l'Assemblée générale de l'ICOM à Moscou.

C'est en 1992 qu'un thème sera proposé pour la première fois - *Musées et Environnement* - afin de favoriser toujours plus la diversité dans l'unité.

Cinq ans plus tard, l'identité de la Journée Internationale des Musées est renforcée avec la création d'un poster officiel, qui est devenu une référence dans de nombreux pays. Cet événement n'a cessé de croître depuis, recueillant des records de participation avec des activités développées dans plus de 120 pays et près de 30 000 musées.

Surfant sur la vague des nouveaux réseaux sociaux, la JIM a également lancé sa propre page facebook en 2011, qui a attiré plus de 1 500 amis.

Diversité et cohésion restent les maîtres mots de cette manifestation, avec une traduction en 37 langues des affiches officielles de l'événement.

Le thème de l'année 2012, *Les musées dans un monde en mouvement* reconnaît que les institutions adoptent une démarche interprétative et évoluent dans un milieu de plus en plus fluide. Ce thème invite les visiteurs à s'interroger sur le rôle des musées dans notre société, dans l'ère des nouveaux médias, ainsi qu'à découvrir et redécouvrir comment les musées s'investissent pour le futur en matière de développement durable.

Cinq thématiques ont été proposées afin de développer une programmation autour de ce thème.

Premièrement, le rôle des musées au cœur d'une «nouvelle» société, où ils doivent relever les défis liés aux enjeux sociaux, politiques et écologiques du monde qui nous



Outils de communication pour la Journée internationale des musées : banner, affiche, carte postale, flyer



entoure ; deuxièmement, le développement durable, dont le musée est le partisan idéal ; troisièmement, « construire le futur en apprenant du passé », afin de renforcer le rôle des musées, qui sont les témoins du passé et les gardiens des trésors de l'humanité pour les générations futures ; quatrièmement, les opportunités de communication offertes par les nouveaux médias ; et enfin l'innovation comme réponse aux nouvelles attentes des visiteurs.

Pour la deuxième année consécutive, la Journée internationale des musées a un site Internet entièrement dédié, (<http://imd2012.icom.museum>), où tous les participants peuvent trouver les outils nécessaires à l'organisation de leur JIM, et qui comprend notamment une version téléchargeable de l'affiche officielle ainsi qu'un guide pour la réalisation et la promotion d'un programme d'activité dans le kit de communication.

Le site Internet sera mis à jour régulièrement avec les communiqués de

presse et un calendrier des activités proposées par les différents musées du monde. De plus, la palette d'outils de communication s'élargira pour la JIM 2012 : en plus de l'affiche, les participants disposeront d'une bannière Internet, d'un dépliant programme type et d'un visuel au format carte postale, également téléchargeables à partir du site.

À l'instar de l'année 2011, la JIM s'associe à nouveau avec de nombreux partenaires du secteur culturel cette année.

La Journée internationale des musées annoncera La Nuit européenne des musées dont l'ICOM est patron, dans l'esprit d'une semaine des musées, Nuit et Jour. La Nuit européenne des musées sera célébrée le 19 mai 2012.

Nous espérons que vous vous joindrez au Conseil international des musées pour célébrer les 35 ans de cet événement clé et saisir cette opportunité de renforcer votre présence au sein de la communauté muséale internationale. ■

ICOM-CC : 16^e Conférence triennale à Lisbonne, Portugal

par Lisa Pilosi, Présidente d'ICOM-CC (2011-2014)

La 16^e Conférence triennale de l'ICOM-CC (le Comité international de l'ICOM pour la conservation) s'est tenue à Lisbonne, au Portugal, du 19 au 23 septembre 2011 en présence d'un millier de délégués venus de 70 pays différents. Le Comité organisateur national (CON) portugais, partenaire de l'ICOM-CC pour la préparation de l'événement, rassemblait quatre organisations : ICOM Portugal, l'Institut des musées et de la conservation, l'Association professionnelle des conservateurs-restaurateurs portugais et Archeofactu (une société de conservation privée). Le thème retenu, *Patrimoine culturel / Identité culturelle : Le Rôle de la Conservation*, a été exploré tout au long de la semaine.

En ouverture de la conférence, plusieurs officiels portugais ont prononcé des discours, suivis par Julien Anfruns, le Directeur général de l'ICOM, et par Marie-Claude Corbeil, la Présidente sortante de l'ICOM-CC. Durant l'Assemblée générale qui s'est déroulée le lundi, le Bureau directeur a rendu compte des actions menées par le Comité au cours des trois dernières années, et un certain nombre de points liés au règlement ont donné lieu à des votes.

L'objet principal des Conférences triennales de l'ICOM-CC est la présentation des exposés sélectionnés par les 21 Coordinateurs des groupes de travail, qui incarnent les objectifs de ceux-ci et des programmes triennaux. Un nombre record de propositions a conduit le Bureau directeur et les Coordinateurs à en accepter plus que d'habitude, à savoir 213 exposés et 62 posters. Cela a entraîné un planning plus serré (des présentations de 15 minutes plutôt que 20) et un travail de relecture plus important pour les prépublications. En effet, l'un des aboutissements les plus notoires de la Conférence triennale de l'ICOM-CC est la publication des communications présentées durant les sessions des groupes de travail. La parution de ces documents révisés par les pairs figure parmi les publications les plus respectées dans le domaine de la conservation ; on compte à ce jour plus de 2 000 contributions.

La séance plénière du mercredi matin comportait quatre présentations sélectionnées par les Coordinateurs et le Bureau directeur, résumant le thème de la conférence, et deux présentations retenues

par le CON décrivant la conservation du patrimoine culturel au Portugal, dont les délégués ont pu avoir un aperçu au cours de l'après-midi à travers des visites à des laboratoires de conservation, des musées et des monuments locaux.

L'expérience de la conférence a été enrichie par plusieurs célébrations, parmi lesquelles une réception de bienvenue au musée de l'Électricité, abrité dans le bâtiment rénové de la centrale électrique Tejo datant du début du XX^e siècle, ainsi qu'un concert au *Coliseu dos Recreios*, dans le quartier historique de Belém. Le dîner organisé le mardi soir, véritable festin accompagné de musique live, s'est tenu à LXFactory, un centre artistique aménagé dans un ancien complexe industriel, l'un des centres culturels les plus populaires de Lisbonne.

L'Assemblée générale du vendredi a été le cadre de la conférence triennale de l'ICOM-CC, prononcée cette année par le Directeur général de l'ICOM Mounir Bouchenaki, suivie de la remise de la médaille de l'ICOM-CC à Catheline Périer-D'leteren pour ses contributions significatives au Comité et à la profession de la conservation dans son ensemble. Enfin, le Bureau directeur et les



Les participants se réunissent pour la conférence triennale d'ICOM-CC

Coordinateurs des groupes de travail tous nouvellement élus ont été présentés aux membres, qui ont appris que la 17^e Conférence triennale en 2014 se tiendrait à Melbourne en Australie.

L'ICOM-CC a reçu un soutien précieux de la part de l'*Institut de conservation Getty* pour la publication des communications ainsi que de la *Fondation Getty*, qui a rendu possible la présence de 34 délégués venus de plusieurs pays en voie de développement mais aussi de l'Europe centrale et de l'Est.

Pour plus d'information sur l'ICOM-CC, consulter www.icom-cc.org

Une Liste rouge pour la République dominicaine

Dans le cadre de son engagement contre le trafic illicite des biens culturels et de la constitution de ses Listes rouges, le Secrétariat de l'ICOM s'est attelé à la préparation d'une *Liste rouge des biens culturels dominicains en péril*. Une première réunion a été organisée à cet effet le 15 octobre à Saint-Domingue entre le département des Programmes de l'ICOM et les experts dominicains en antiquités et objets d'art. À cette occasion les catégories d'objets devant être incluses dans le document ont été déterminées.

L'ICOM et ses experts suivent de près le marché noir des biens culturels et en analysent les tendances afin de s'assurer que les Listes rouges soient aussi pertinentes que possible pour les marchands, les acheteurs, les professionnels du patrimoine, les services de douane et les agents de police, en répertorient les objets qui, bien que protégés par la législation nationale, sont le plus vulnérables au trafic illicite.



Les objets culturels du patrimoine colonial, tels que la pièce photographiée, sont sujets à des pillages en République dominicaine

Au lendemain de catastrophes, le pillage et le commerce illégal des biens non inventoriés augmentent de façon significative. L'île d'Hispaniola, déjà gravement affectée par ce problème, l'a été encore davantage après le tragique tremblement de terre qui a secoué Haïti en janvier 2010. La Liste rouge dominicaine, la 12^e de cette série publiée par l'ICOM, complètera la *Liste rouge d'urgence des biens culturels haïtiens en péril*, achevant ainsi le programme des Listes rouges pour Hispaniola qui vise à empêcher la vente et l'exportation illégales du patrimoine culturel de l'île tout entière.

La *Liste rouge des biens culturels dominicains en péril* a été rendue possible grâce au soutien généreux de l'Office fédéral de la culture en Suisse. Traduite en plusieurs langues et distribuée dans le monde entier, elle sera également disponible gratuitement sur le site de l'ICOM.